



Mini-sommet de l'OEA contre le Venezuela



Des représentants d'un groupe de gouvernements de la région se sont réunis au Pérou pour, soi-disant, analyser la situation au Venezuela mais dans la pratique, la rencontre n'a été qu'une nouvelle preuve de l'interventionnisme éhonté ayant à sa tête les États-Unis dans leurs tentatives de détruire la Révolution Bolivarienne et d'asseoir leur hégémonie sur le continent.

Les 12 ministres des Affaires étrangères qui se sont réunis pour comploter dans la ville de Lima ont émis un document contenant un si grand nombre de mensonges que, si nous ne savions pas qu'il s'agit de personnes informées, nous aurions tout le droit de penser que leur ignorance atteint des niveaux intolérables.

Le document en 16 points commence par une condamnation de la rupture de l'ordre démocratique au Venezuela, ce qui est vrai, mais attendons, parce l'auteur n'en est pas le gouvernement du président Nicolás Maduro, mais une opposition furibonde qui a violé les lois, assassiné des personnes avec des méthodes brutales- plusieurs ont été brûlées vives-, détruit des propriétés publiques et conspiré avec des intérêts étrangers afin de s'emparer du pouvoir.

Les ministres des affaires étrangères de ces 12 pays « préoccupés » par cette crise, n'en disent pas un seul mot. Ils se livrent plutôt à une manipulation diabolique du langage pour faire retomber toute la responsabilité sur le gouvernement vénézuélien et pour transformer les victimes en coupables.

Ensuite, ils s'arrogent le droit de ne pas reconnaître l'Assemblée Nationale Constituante, élue de façon démocratique et souveraine par plus de 8 millions de citoyens qui en ont assez de la



violence et des agressions de la droite.

Ces sieurs disent qu'ils rejettent le recours à la force, sans mentionner encore une fois ceux qui appellent à tuer ou à agresser des personnes pour le simple fait qu'elles ont l'air d'être des chavistes, c'est-à-dire, des partisans de la Révolution Bolivarienne dont le coup d'envoi a été donné par feu le Commandant Hugo Chávez-

Ils ignorent délibérément les multiples appels au dialogue lancés par le président Nicolás Maduro et par d'autres membres de son gouvernement.

Nous sommes d'avis qu'il aurait été plus utile de profiter de cette réunion pour appeler le président du Mexique à en finir avec les assassinats qui ont plongé ce pays dans la terreur ou celui du Guatemala à mettre un frein aux exactions des bandes, les tristement célèbres maras, et aux manigances de fonctionnaires corrompus qui sont très nombreux dans ce pays.

Le Brésil est très mal placé pour se prononcer au sujet du Venezuela en matière de démocratie, car son président a dû dépenser des milliards de dollars pour barrer la route aux très nombreuses accusations qui auraient dû le conduire en prison et ne pas lui permettre de continuer à occuper le fauteuil présidentiel du Géant Sud-américain.

Le Paraguay, le Pérou ou le Chili ne sont des exemples pour personne et ils ont de graves problèmes internes à résoudre avant de s'ériger en juges des autres.

Ci ces 12 gouvernements sont tellement inquiets pour la violation des droits humains, pour la violence, pour la répression et pour la persécution politique, pour l'existence de prisonniers politiques et pour le manque d'élections libres, ils doivent commencer à combattre ces maux sur leurs propres territoires où ces phénomènes sont monnaie courante.

Le Venezuela a réussi à réduire la pauvreté ; elle a étendu les services essentiels d'éducation et de santé, construit des milliers de logements et récupéré les ressources naturelles.

Rien de cela n'est arrivé dans ces pays. S'ils ne veulent pas faire l'éloge de cet exemple. Ils devraient au moins avoir la dignité de le respecter.